



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

navigation

Question au Gouvernement n° 2147

Texte de la question

CONSÉQUENCES DU NUAGE DE CENDRES

M. le président. La parole est à M. Sébastien Huyghe, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
M. Sébastien Huyghe. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, de la mer, des technologies vertes et des négociations sur le climat, le jeudi 15 avril dernier, le volcan islandais Eyjafjöll entrainé en éruption, dégageant un gigantesque nuage de cendres qui allait dériver sur une grande partie du continent européen.

Comme ce fut le cas en France, les responsables de l'aviation civile de la plupart des pays européens ont décidé de fermer leur espace aérien pendant près de cinq jours. Cette situation inédite, dont l'impact sur le trafic aérien a été plus important que lors des attentats du 11 septembre, a eu pour effet de bloquer quelque 150 000 de nos concitoyens à l'étranger.

À la suite de la réouverture des aéroports français le mardi 20 avril,...

M. Roland Muzeau. À quelle heure ?

M. Sébastien Huyghe. ...nombre d'entre eux ont été informés par leur compagnie aérienne qu'ils étaient inscrits sur des vols programmés quinze jours à trois semaines après la date initialement prévue pour leur retour. Il semble en effet que les compagnies avaient envisagé, dans un premier temps, de ne rapatrier les Français bloqués à l'étranger que sur les places disponibles de leurs vols réguliers.

Ainsi, parmi les différents groupes avec lesquels je suis resté en contact permanent, trente et un nordistes, qui auraient dû revenir de Delhi le 20 avril, ne se sont vu proposer comme dates que les 8 et 9 mai prochains.

Heureusement, et j'en remercie vos services, monsieur le ministre d'État, ainsi que ceux de Bercy, ils ont pu rentrer en fin de semaine dernière.

Ma question sera triple. Pouvez-vous nous dire si, comme se le demandent nombre de Français et d'Européens, la fermeture des espaces aériens était vraiment nécessaire ? Ensuite, pouvez-vous nous dire quelles sont les mesures mises en place par la France pour assurer le retour de nos compatriotes dans les meilleures conditions et les meilleurs délais ?

M. Roland Muzeau. M. Huyghe a dépassé son temps de parole, alors que j'ai eu mon micro coupé quand j'ai dépassé le mien !

M. Sébastien Huyghe. Enfin, à votre connaissance, reste-t-il encore actuellement des Français en souffrance à l'étranger ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Dominique Bussereau, secrétaire d'État chargé des transports.

M. Roland Muzeau. La question était posée à M. Borloo !

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État chargé des transports*. Monsieur le député, sous l'autorité du Premier ministre, nous avons pris, avec Jean-Louis Borloo, un certain nombre de mesures.

M. Roland Muzeau. Vous avez acheté des ventilateurs ?

M. Dominique Bussereau, *secrétaire d'État*. La première a consisté à appliquer un principe de sécurité. Nous disposons d'informations selon lesquelles des traces de cendres avaient été décelées sur des avions, ce qui impliquait que, comme nos voisins européens, nous fermions notre espace aérien.

Nous l'avons fermé progressivement, en fonction des analyses des nuages et des vols. Ces analyses ont permis, dès le samedi, de rouvrir certains aéroports ouverts dans le sud de la France, où ont pu atterrir des vols

long courrier à destination, initialement, de Roissy, de Lille ou d'autres aéroports situés dans le nord du pays. Avec l'aide de la SNCF et des autocaristes, nous avons pu, dès lors, rapatrier un certain nombre de nos compatriotes et d'autres voyageurs.

Ce mouvement s'est amplifié pendant le week-end et, à partir de lundi, nous avons pu convaincre les autorités européennes qu'il était possible d'assouplir le dispositif dans la mesure où les analyses météorologiques montraient que l'espace était à nouveau sans danger, et rouvrir progressivement les aéroports du nord du pays, dont les grands aéroports de la région parisienne.

Je remercie tous ceux qui ont contribué à cet effort, en particulier la SNCF et les autocaristes.

À aucun moment nous n'avons pris de risque. Nous avons néanmoins prévu des vols supplémentaires sur Air France et d'autres compagnies. Si les compagnies françaises nous ont apporté leur meilleure collaboration, certaines autres compagnies ont en revanche adopté une attitude un peu trop distante vis-à-vis de leurs passagers, et nous leur demanderons des comptes lundi prochain, à l'occasion du conseil extraordinaire des ministres des transports européens qui se tiendra à Bruxelles.

Très peu de nos compatriotes restent bloqués à l'étranger et ils ne voyageaient pas avec des compagnies françaises. Avec le concours du ministère des affaires étrangères, nous nous efforçons de les rapatrier dans les plus brefs délais. Mais ils se comptent désormais, j'y insiste, sur les doigts de la main.

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Huyghe](#)

Circonscription : Nord (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2147

Rubrique : Transports aériens

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 28 avril 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 28 avril 2010